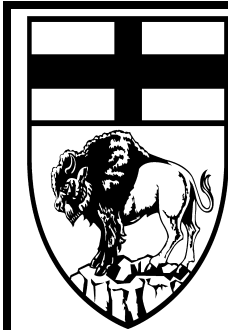


Mardi 22 avril 2008



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

FEUILLETON N° 28
ET AVIS

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

DIX HEURES

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

DEUXIÈME LECTURE — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

M. GERRARD

(N° 200) — *Loi modifiant la Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets/The Waste Reduction and Prevention Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 202) — *Loi modifiant la Loi sur les services de santé et la Loi sur l'assurance-maladie/The Health Services Amendment and Health Services Insurance Amendment Act*

M. LAMOUREUX

(N° 203) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools (prévention de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale)/The Liquor Control Amendment Act (Fetal Alcohol Spectrum Disorder Prevention)*

M. LAMOUREUX

(N° 204) — *Loi modifiant la Loi sur le contrôle du prix du lait/The Milk Prices Review Amendment Act*

M. LAMOUREUX

(N° 205) — *Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur le financement des campagnes électorales/The Elections Amendment and Elections Finances Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 207) — *Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Manitoba/The Manitoba Hydro Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 209) — *Loi modifiant la Loi sur les renseignements médicaux personnels/The Personal Health Information Amendment Act*

M. SCHULER

(N° 212) — *Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des enseignants/The Teachers' Pensions Amendment Act*

M^{me} TAILLIEU

(N° 214) — *Loi modifiant la Loi sur les relations du travail (renseignements fournis dans la langue des employés)/The Labour Relations Amendment Act (Information in Employee's Language)*

M. SCHULER

(N° 215) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (mise en valeur d'un bien réel)/The Public Schools Amendment Act (Property Development)*

M^{me} TAILLIEU

(N° 216) — *Loi sur la protection des renseignements personnels et la prévention du vol d'identité/The Personal Information Protection and Identity Theft Prevention Act*

M. SCHULER

(N° 218) — *Loi modifiant la Loi sur la commission des finances des écoles publiques/The Public Schools Finance Board Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 220) — *Loi sur le droit à l'accès à des soins de santé de qualité dans des délais raisonnables/The Right to Timely Access to Quality Health Care Act*

M^{me} TAILLIEU

(N° 221) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools (établissement des vendeurs d'alcools)/The Liquor Control Amendment Act (Liquor Vendor Siting)*

M. FAURSCHOU

(N° 222) — *Loi modifiant la Loi sur les pratiques commerciales (véhicules de piètre qualité en provenance des États-Unis)/The Business Practices Amendment Act (Disclosure of U.S. Lemon Vehicles)*

M. LAMOUREUX

(N° 223) — *Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé des non-fumeurs (protection des enfants contre l'exposition à la fumée secondaire dans les véhicules automobiles)/The Non-Smokers Health Protection Amendment Act (Protecting Children From Second-Hand Smoke in Motor Vehicles)*

M. GERRARD

(N° 224) — *Loi modifiant le Code de la route (sièges d'appoint)/The Highway Traffic Amendment Act (Booster Seats)*

M. LAMOUREUX

(N° 225) — *Loi modifiant le Code de la route (casques de bicyclettes)/The Highway Traffic Amendment Act (Bicycle Helmets)*

M. GERRARD

(N° 227) — *Loi sur la déclaration obligatoire de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale/The Fetal Alcohol Spectrum Disorder Reporting Act*

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

Motion de M. GERRARD

(N° 201) — *Loi sur les détergents à vaisselle sans phosphore/The Phosphorus-Free Dishwashing Detergent Act*

(M. DEWAR — 9 mins)

PROPOSITION

M. MARTINDALE — Traite des personnes

3. Attendu :

que tous les gens, sans exception, ont un droit fondamental à l'autodétermination et que ce droit ainsi que son exercice sont essentiels à toute société démocratique;

que l'esclavage, la torture et la séquestration sont peut-être les infractions les plus odieuses à ce droit fondamental;

que plus de 95 % des gens qui sont victimes de la traite des personnes sont des femmes et des enfants et qu'approximativement 80 % d'entre eux sont en proie à l'exploitation sexuelle, soit la pire exploitation possible puisqu'elle est fondée à la fois sur la classe, la race et le genre;

que les femmes victimes de la traite des personnes viennent en grande partie de l'Europe de l'Est;

qu'une grande partie des femmes qui sont attirées par le commerce mondial du sexe connaissent la pauvreté extrême dans leur pays d'origine et qu'elles sont séduites par la possibilité d'être bien rémunérées en tant qu'employées domestiques, serveuses ou ouvrières d'usines dans un pays industrialisé;

que lorsqu'elles arrivent à destination, ces femmes sont dépouillées de leurs effets personnels, de leur passeport ainsi que de leurs pièces d'identité et qu'elles sont immédiatement exploitées et forcées à travailler en tant que prostituées dans des maisons de prostitution, des studios de massage ou des résidences privées et ce, dans des conditions déplorables;

que le VIH, le sida, les maladies vénériennes, les grossesses non désirées, la pharmacodépendance, les traumatismes psychologiques ainsi que les ravages physiques causés quotidiennement par leurs « clients » sont tous des conséquences de la séquestration et de la torture qu'endurent ces femmes et ces enfants;

qu'au Canada, la traite des personnes constitue un crime sous le régime du *Code criminel du Canada*, selon qu'il s'agisse d'enlèvement, de séquestration, d'extorsion, de voies de fait, d'agression sexuelle, d'infractions liées à la prostitution ou au crime organisé ou encore, depuis peu, de traite de personnes au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui prévoit des peines allant jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité et des amendes atteignant un million de dollars;

que la traite des femmes et des enfants est un problème mondial qui dépasse les frontières nationales et qui nécessite une réponse concertée des gouvernements du monde en termes de surveillance, d'enquête et de poursuite afin que cesse cette exploitation brutale,

il est proposé :

que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement fédéral à collaborer avec toutes les parties concernées, qu'elles soient d'ordre gouvernemental ou non gouvernemental, public ou privé, afin d'établir une stratégie internationale visant à combattre de façon collective cette exploitation internationale;

que l'Assemblée exhorte le gouvernement provincial à envisager de travailler de concert avec d'autres autorités législatives afin de mieux faire connaître ce problème.

PROPOSITIONS — DÉBAT

1. M^{me} BLADY — Présence de femmes, de membres des minorités et d'Autochtones à l'Assemblée
(M. SARAN — 6 min — Il reste 125 minutes.)
 2. M^{me} ROWAT — Campagne publicitaire « Un Manitoba vibrant d'énergie »
(Ouvert — Il reste 123 minutes.)
-

AFFAIRES COURANTES

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le *ministre* MACKINTOSH

(N° 16) — *Charte sur la sécurité des enfants en garderie (modification de la Loi sur la garde d'enfants)/The Child Care Safety Charter (Community Child Care Standards Act Amended)*

M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 26) — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat/The Legal Profession Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 206) — *Loi modifiant la Loi électorale/The Elections Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 208) — *Loi sur l'examen des nominations au sein des sociétés d'état (modification de diverses lois)/The Crown Appointment Review Act (Various Acts Amended)*

M. GERRARD

(N° 210) — *Loi interdisant l'épandage hivernal de déjections et de biosolides/The Winter Spreading of Manure and Biosolids Prohibition Act*

M. LAMOUREUX

(N° 211) — *Loi modifiant la Loi sur l'environnement (méthamphétamine)/The Environment Amendment Act (Methamphetamine)*

M. EICHLER

(N° 213) — *Loi sur la tenue d'élections à date fixe et l'équité électorale (modification de diverses lois)/The Set Date Elections and Electoral Fairness Act (Various Acts Amended)*

M^{me} DRIEDGER

(N° 219) — *Loi sur les cartes-photos d'identité délivrées par le gouvernement/The Government-Issued Photo Identification Act*

M. GERRARD

(N° 226) — *Loi sur l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté /The Social Inclusion and Anti-Poverty Act*

M. GERRARD

(N° 228) — *Loi sur l'obligation de faire rapport des émissions de gaz à effet de serre/The Greenhouse Gas Emissions Reporting Act*

M. HAWRANIK

(N° 229) — *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba (non-admissibilité aux prestations — voleurs d'automobiles)/The Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act (Elimination of Benefits for Auto Thieves)*

PÉTITIONS

M^{me} STEFANSON

M^{me} TAILLIEU

M. MAGUIRE

M. CULLEN

M. DYCK

M. LAMOUREUX

M. BRIESE

M. DERKACH

M^{me} DRIEDGER

M. GOERTZEN

RAPPORTS DE COMITÉS

DÉPÔT DE RAPPORTS

DÉCLARATIONS DE MINISTRE

QUESTIONS ORALES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ

GRIEFS

ORDRE DU JOUR (suite)

AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

COMITÉ PLÉNIER

COMITÉ DES SUBSIDES

(100 h)

(Assemblée — Conseil exécutif)

(salle 255 — Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales)

(salle 254 — Infrastructure et Transport)

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

Motion de M. le *ministre* BJORNSON

(N° 2) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (gras trans et nutrition)/The Public Schools Amendment Act (Trans Fats and Nutrition)*

(M. EICHLER)

Motion de M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 3) — *Loi modifiant le Code de la route/The Highway Traffic Amendment Act*

(M^{me} ROWAT)

Motion de M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 4) — *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale (médiateurs et enquêteurs familiaux)/The Provincial Court Amendment Act (Family Mediators and Evaluators)*

(M. DYCK)

Motion de M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 5) — *Loi sur la sécurité des témoins/The Witness Security Act*

(M. HAWRANIK)

Motion de M. le *ministre* SELINGER

(N° 6) — *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières/The Securities Amendment Act*

(M^{me} STEFANSON)

Motion de M. le *ministre* MACKINTOSH

(N° 7) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille (obligation de signaler la pornographie juvénile)/The Child and Family Services Amendment Act (Child Pornography Reporting)*

(M. BRIESE) (reporté)

Motion de M^{me} la *ministre* MELNICK

(N° 8) — *Loi sur la réduction du phosphore (modification de la Loi sur la protection des eaux)/The Phosphorus Reduction Act (Water Protection Act Amended)*

(M. HAWRANIK)

Motion de M^{me} la *ministre* OSWALD

(N° 9) — *Loi modifiant la Loi sur la protection des personnes recevant des soins/The Protection for Persons in Care Amendment Act*

(M. HAWRANIK)

Motion de M. le *ministre* ROBINSON

(N° 10) — *Loi sur la Bibliothèque de l'Assemblée législative/The Legislative Library Act*

(M. HAWRANIK)

Motion de M^{me} la ministre OSWALD

(N^o 11) — *Loi modifiant la Loi sur l'optométrie/The Optometry Amendment Act*
(M. HAWRANIK)

Motion de M. le ministre SELINGER

(N^o 12) — *Loi sur le transfert des valeurs mobilières/The Securities Transfer Act*
(M. DYCK)

Motion de M. le ministre LEMIEUX

(N^o 13) — *Loi modifiant le Code de la route (dommages causés à l'infrastructure)/The Highway Traffic Amendment Act (Damage to Infrastructure)*
(M. EICHLER)

DEUXIÈME LECTURE

M. le ministre CHOMIAK

(N^o 14) — *Loi modifiant la Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement/The Criminal Property Forfeiture Amendment Act*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le ministre RONDEAU

(N^o 15) — *Loi sur les changements climatiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre/The Climate Change and Emissions Reductions Act*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le ministre STRUTHERS

(N^o 17) — *Loi modifiant la Loi sur l'environnement (interdiction permanente visant la construction ou l'agrandissement d'installations réservées aux porcs)/The Environment Amendment Act (Permanent Ban on Building or Expanding Hog Facilities)*

M^{me} la ministre OSWALD

(N^o 18) — *Loi sur l'analyse de fluides corporels et la communication des résultats d'analyse/The Testing of Bodily Fluids and Disclosure Act*

M. le ministre SWAN

(N^o 19) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools/The Liquor Control Amendment Act*

M. le ministre CHOMIAK

(N^o 20) — *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche/The Gunshot and Stab Wounds Mandatory Reporting Act*

M. le ministre SWAN

(N° 21) — *Loi sur le Conseil consultatif du développement de la main-d'œuvre/The Advisory Council on Workforce Development Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la ministre ALLAN

(N° 22) — *Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs/The Worker Recruitment and Protection Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la ministre ALLAN

(N° 23) — *Loi sur la mise en œuvre des accords internationaux de coopération dans le domaine du travail/The International Labour Cooperation Agreements Implementation Act*

M. le ministre BJORNSON

(N° 24) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (cyberintimidation et utilisation de dispositifs électroniques)/The Public Schools Amendment Act (Cyber-Bullying and Use of Electronic Devices)*

M. le ministre SELINGER

(N° 25) — *Loi modifiant la Loi sur les embaumeurs et les entrepreneurs de pompes funèbres/The Embalmers and Funeral Directors Amendment Act*

FEUILLETON DES AVIS

AVIS DE MOTIONS POUR MERCREDI

M^{me} la ministre MELNICK

(No 27) — *Loi sur la gestion du barrage Shellmouth et d'autres ouvrages d'aménagement hydraulique et sur l'indemnisation découlant de leur fonctionnement (modification de la Loi sur l'aménagement hydraulique)/The Shellmouth Dam and Other Water Control Works Management and Compensation Act (Water Resources Administration Act Amended)*

M^{me} TAILLIEU

(N° 230) — *Loi sur la responsabilité et la transparence en matière réglementaire/The Regulatory Accountability and Transparency Act*

AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent des comptes publics se réunira le mercredi 23 avril 2008, à 19 heures, dans la salle 255 du palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner le rapport du vérificateur général intitulé « A Review of Crown Corporations Council and Compliance Audits » et daté de mars 2004.